

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22/01/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Partie nominative**

#### **WIENERBERGER SAS (briqueterie)**

87 boulevard des Alliés  
BP 25  
59148 Flines-lez-Raches

Affaire suivie par : Marie ALEXANDRE  
Téléphone : 03 27 21 05 15  
Courriel : marie.alexandre@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2024-V3-0032  
Code AIOT : 0007000034  
Pièces jointes :

- annexe 1 : Projet Arrêté de mise en demeure\_ PAPMED

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/11/2023 de l'établissement WIENERBERGER SAS (briqueterie) implanté 87 boulevard des Alliés BP 25 59148 Flines-lez-Raches. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Marie ALEXANDRE, Unité départementale du Hainaut, V3, inspectrice de l'environnement

**Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Stéphane LADENT (directeur usine)
- Elisabeth Loew (responsable HSE Wienerberger)
- Julien Wazinack (animateur environnement)
  
- Zelma Guy (Stagiaire fonctionnaire TSPDD)

Le courriel d'échange avec l'administration est [elisabeth.loew@wienerberger.com](mailto:elisabeth.loew@wienerberger.com).

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement Spécialité Installations Classées
Marie ALEXANDRE

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Spécialité Installations Classées	Vu et transmis avec avis conforme à M le Préfet du Nord Pour le directeur et par délégation, Le chef de l'Unité Départementale du Hainaut
Mathieu PECQUEUX	Christophe EMIEL

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 16/11/2023 de l'établissement WIENERBERGER SAS (briqueterie) implanté 87 boulevard des Alliés BP 25 59148 Flines-lez-Raches, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Valeurs limites d'émission – autosurveillance** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2022 article : 3.2.3 - délai : 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

**Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**  
Compte tenu des constats détaillés au-paragraphe ci-avant, nous proposons à Monsieur le Préfet de mettre en demeure la briqueterie Wieneberger, en application de l'art. L.171-8-I du Code de l'Environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/11/2022 relatives aux valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques.

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 22/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **WIENERBERGER SAS (briqueterie)**

87 boulevard des Alliés  
BP 25  
59148 Flines-lez-Raches

Références : 2024-V3-0032

Code AIOT : 0007000034

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement WIENERBERGER SAS (briqueterie) implanté 87 boulevard des Alliés BP 25 59148 Flines-lez-Raches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite au résultat du contrôle inopiné du 23 juin 2023 réalisés à la demande de la DREAL par l'APAVE relevant des dépassements supérieurs à 2 fois la valeur limite d'émission pour le SO<sub>2</sub> en concentration et en flux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIENERBERGER SAS (briqueterie)

- 87 boulevard des Alliés BP 25 59148 Flines-lez-Raches
- Code AIOT : 0007000034
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La briqueterie Wienerberger de Flines-lez-Râches a une capacité de production de 50 000 t/an (145 t/j). Elle utilise un four tunnel au gaz naturel qui fonctionne 24 h/24, 365 jours/an. Ses rejets atmosphériques sont épurés par une installation de traitement au carbonate de calcium depuis décembre 2007.

Ce four permet de cuire des produits céramiques de différents types et couleurs en fonction des besoins du marché de la construction et notamment des plaquettes de parement. De plus un nouveau bâtiment a été ajouté à l'installation en 2013 pour produire des plaquettes par sciage arrosé de briques et aussi surfacer des produits céramiques par grenaillage ou sablage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Air – AN2023\_DEP2 Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Conduits et installations raccordées/conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 3.2.2	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 9.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a diligenté un contrôle inopiné des rejets atmosphériques par la société APAVE le 23 juin 2023. Les résultats transmis à l'inspection dans le rapport du 28 juillet 2023 montrent des résultats non-conformes aux valeurs limites réglementaires :

- à plus de 2 fois la VLE pour la concentration et le flux en SO<sub>2</sub>;
- à 1 fois la VLE pour le HF gazeux.

Les résultats de l'autosurveillance entre 2015 et 2023 montrent des dépassements récurrents pour le HF gazeux de 1 à 3 fois la VLE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évacuation des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 49 – AM 02/02/98 (ou prescription équivalente en fonction du type d'activité, cf AM sectoriel ou AP)  Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.  Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.  Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.  La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.  L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'inspection constate l'absence de dispositif pouvant faire obstacle à la sortie des fumées (type chapeau chinois) ,  L'inspection constate que la hauteur de l'unique cheminée est bien supérieure à 10 m  Lors du contrôle inopiné, la mesure de vitesse d'éjection est conforme à la réglementation avec une vitesse au débouché de 12 m/s.  Les constats sont conformes aux prescriptions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 50 – AM 02/02/98 (ou prescription équivalente en fonction du type d'activité, cf AM sectoriel ou AP)  Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le bureau de contrôle mandaté par l'exploitant pour l'autosurveillance ne relève pas de non-conformité. Cela est corroboré par les constats réalisés lors du contrôle inopiné.

Lors de la visite, l'inspection constate que l'accès au point de prélèvement est identifiable et accessible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Conduits et installations raccordées/conditions générales de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

La hauteur de cheminée ne peut-être inférieure à 10 m; elle est déterminée par les formules préconisées par le texte ou déterminée au vu des résultats d'une étude de dispersion des gaz adaptée au site lorsque les flux de polluants sont importants ou lorsque les installations sont situées près d'obstacles.

Le nombre de points et de rejets est aussi limité que possible.

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques (*)
1	Four de cuisson	28	0,8	18750	10	4,1 MW	Gaz naturel	Filtre épurateur
2	Générateur d'air chaud pour le séchoir	Non concerné par ces prescriptions					Gaz naturel	

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de températures (273 Kelvin) et de pression (101,3 Kilo Pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) sauf pour les installations de séchages où les résultats sont exprimés en gaz humides.

**Constats :**

Les résultats de l'autosurveillance sont corroborés par les résultats du contrôle inopiné du



23 juin 2023.

Les résultats sont :

Paramètres	Mesure du 23/06/2023	Valeur limite réglementaire	conformité
Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	14551	< 18 750	C
Vitesse minimale d'éjection en m/s	12	>10	C

La hauteur de la cheminée relevée par le bureau de contrôle mandaté par l'exploitant est supérieure à 10 m.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

##### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo-Pascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés en gaz humides ;
- à une teneur de O<sub>2</sub> à 18 %.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Conduit n°1 : Four de cuisson		Périodicité des analyses
	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h	
Poussières	50	0,4	Semestriel
SO <sub>2</sub>	500	9,4	
NO <sub>x</sub> ou équivalent NO <sub>2</sub>	250	4,7	
CO	800	13	
HCl	30	0,9	
HF (gazeux + particulaire)			
• dont Fluor exprimé en HF gazeux	5	0,5	
• dont Fluor exprimé en HF particulaire	5	0,5	
COVNM	50	0,9	
Méthane (CH <sub>4</sub> )	50	1,2	

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvement et analyse moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

#### Constats :

Lors du contrôle inopiné du 23 juin 2023 réalisé par l'APAVE, il a été relevé les dépassements suivants

Paramètre	Type de mesure	Valeur moyenne contrôle inopiné	Valeur limite d'émission
SO <sub>2</sub>	Concentrations	1233 mg/Nm <sup>3</sup>	500 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	Flux	15,3 kg/h	9,4 kg/h
HF	Concentrations	5,98 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>

L'inspection a vérifié l'ensemble des résultats d'autosurveillance entre 2015 et le premier semestre 2023 qui ont été communiqués par l'exploitant.

#### Concernant le fluorure d'hydrogène gazeux (HF) :

L'analyse des résultats de cette autosurveillance fait ressortir des dépassements récurrents sur les concentrations en fluorure d'hydrogène ([HF]<sub>gazeux</sub>), avec des dépassements variant de 1 à 3 fois la valeur limite réglementaire.

Par courrier du 12 octobre 2023, l'exploitant explique que ce dépassement est faible et qu'il doit être relativisé au regard d'un flux très faible. Il indique dans ce courrier que « *Il devient techniquement quasi impossible d'abaisser ce niveau de concentration, sans par exemple augmenter de manière conséquente le dosage de l'agent épurateur, ce qui conduirait à augmenter la quantité de déchets (agent saturé) généré par le fonctionnement de l'épurateur* ».

Au regard de la récurrence et de la variabilité des dépassements l'inspection constate qu'il apparaît nécessaire de mettre en œuvre des actions afin de maintenir une concentration des HF gaz en-deça des valeurs limites réglementaires.

#### Concernant l'oxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) :

Par courrier du 12 octobre 2023 adressé à l'inspection, l'exploitant apporte des éléments des réponses quant à l'origine des dépassements en SO<sub>2</sub> mesuré lors du contrôle inopiné du 23 juin 2023.

« Les argiles et sables des carrières de Flines-les-Râches utilisées en production lors de la mesure présentent des teneurs en composés soufrés suivants :

- pour l'argile bleue : taux de soufre variant de 0,53 % à 0,83 % avec une moyenne à 0,66 %;
- pour le sable : taux de soufre variant de 0,31 à 0,39 %, avec une moyenne à 0,31 % ».

L'exploitant s'appuie sur le BREF actuel de relatif à l'industrie céramique qui précise que les niveaux d'émission SO<sub>2</sub> associées aux Meilleures Techniques Disponibles ((MTD) exprimés en valeurs moyenne journalières) suivants la teneur en composés soufrés sont :

- pour une matière première avec une teneur en soufre ≤ 0,25 %, une valeur journalière en SO<sub>2</sub> < 500 mg/Nm<sup>3</sup> peut être obtenue ;
- pour une matière première avec une teneur en soufre > 0,25 %, une valeur journalière en SO<sub>2</sub> entre 500 et 2 000 mg/Nm<sup>3</sup> peut être obtenue.

L'inspection constate qu'effectivement la matière première utilisée lors du contrôle inopiné entre dans le second cas de figure prévu par les MTD.

Toutefois, l'inspection rappelle que l'exploitant avait annoncé l'arrêt de l'utilisation des argiles et sables de Flines pour début 2022, au profit d'autres matières premières. De plus lors de sa demande de modification de prescriptions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques, l'exploitant n'a pas fait part de l'éventualité d'utiliser des matières premières présentant des teneurs en soufre > 0,25 % et donc d'un relèvement des valeurs réglementaires en conséquences (APC du 28/11/2022).

Toutefois l'exploitant dans son courrier indique avoir réalisé une maintenance préventive des installations. De plus il prévoit avec son bureau de contrôle interne la réalisation d'essais d'optimisation de l'épuration en fonction de la matière première. Les résultats devraient être communiqués à l'inspection en 2024.

Enfin l'exploitant indique que dans le cadre de l'évolution de la production de l'usine, la matière première locale devrait être utilisée de manière ponctuelle en fonction du carnet de commande.

Cela implique par rapport à l'utilisation de matières premières soufrées plusieurs possibilités :

- soit l'exploitant souhaite continuer l'utilisation de matières premières dont la teneur en soufre est supérieure à 0,25 % et alors il pourra bénéficier d'un relèvement de la VLE en SO<sub>2</sub>. Dans ce cas, une demande de modification des prescriptions doit être faite auprès du préfet du Nord via un porté-à-connaissance.
- soit l'exploitant ne souhaite pas continuer l'utilisation de matières premières dont la teneur en soufre est supérieure à 0,25 %.

L'inspection rappelle qu'en l'absence de modifications des prescriptions relatives aux valeurs limites réglementaires de rejet l'exploitant est tenu de s'y conformer.

#### **Observations :**

**Il est demandé à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2022 concernant les valeurs limites d'émissions atmosphériques sur les concentrations en acide fluorhydrique et les oxydes de soufre.**

**Compte tenu des constats ci-avant l'inspection propose à M le préfet du Nord de mettre en demeure de respecter les prescriptions relatives aux valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **N° 5 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, transmission des résultats

#### **Prescription contrôlée :**

Art 9.2.1 Autosurveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant réalise des mesures semestrielles de qualité de rejets de ses installations au niveau du conduit 1 :

Paramètres	Conduit n°1 : Four de cuisson		Fréquence
	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en kg/h	
Poussières	50	0,4	Semestriel
SO <sub>2</sub>	500	9,4	
NO <sub>x</sub> ou équivalent NO <sub>2</sub>	250	4,7	
CO	800	13	
HCl	30	0,9	
HF (gazeux + particulaire)			
• dont Fluor exprimé en HF gazeux	5	0,5	
• dont Fluor exprimé en HF particulaire	5	0,5	
COVNM	50	0,9	
Méthane (CH <sub>4</sub> )	50	1,2	

L’exploitant transmet à l’inspection des installations classées le résultat des analyses de qualité des rejets atmosphériques dans le mois qui suit la réception.

**Constats :**

Par demande de l’inspection lors de la préparation de l’inspection, l’exploitant a transmis par courriel les rapports en version électronique des campagnes d’analyses semestrielles des années 2021, 2022 et 2023.

L’autosurveillance est effectuée en respectant la fréquence prescrite par l’arrêté préfectoral (semestriel).

L’exploitant transmet régulièrement les rapports de surveillance par courrier.

**Observations :**

Afin de faciliter l’archivage et le suivis des éléments transmis. L’inspection demande que l’envoi papier soit doublé par un envoi électronique à l’unité départementale du Hainaut sur sa boîte générique : [ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-hainaut.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

**Type de suites proposées :** Sans suite